

LES ORGANISMES EXTERIEURS AU VERCORS- LES SERVICES ALLIÉS

GUY GIRAUD

Le *Special Operations Executive (SOE)*

1940 : Churchill, par disposition personnelle, est partisan de la guerre irrégulière ; il s'interroge sur l'organisme sur lequel il pourrait s'appuyer pour développer ce type d'action en Europe occupée.

Il avait le choix entre :

Le *War Office*, ministère de la Guerre, qui crée au sein du grand état-major une section appelée *GS/R*, rebaptisée, au printemps 1939, *Military Intelligence Research (MIR)*.

Le *Foreign Office*, institution de tutelle de l'*Intelligence Service (I.S)* qui dépend du ministère des Affaires étrangères.

Churchill se rallie à la proposition d'un quatrième homme, le docteur Hugh Dalton, ministre de la Guerre économique, l'un des dirigeants du *Labour Party*, qui est pourtant son adversaire politique. Dalton souhaite créer une « cinquième colonne » chargée « de tout faire sauter » (*sic*) en employant tous les moyens. Cette organisation, indépendante du ministère de la Guerre, s'inspire des méthodes de combat des guérilleros espagnols, des guerres napoléoniennes, du Sinn Féin irlandais, des partisans chinois.



Le 19 juillet 1940, Churchill rédige l'ordre de création du *SOE*, avec pour mission « de mettre le feu à l'Europe » (« *Set Europe ablaze* »). Après quelques tergiversations, il nomme Sir Frank Nelson à la direction du *SOE*, en maintenant la tutelle du ministère de la Guerre économique sur ce nouvel organisme.

L'action du *SOE* consiste à coordonner, inspirer, contrôler et assister les ressortissants des pays opprimés pour qu'ils s'impliquent en tant que participants directs.

Les activités du *SOE*, cette « *créature singulière* » (selon l'historien M. Foot), sont supervisées en France par six sections basées à Londres ou à Alger :

La section AMF basée à Alger à partir de la fin 1942. Elle est responsable des opérations engagées sur le Sud de la France ;

La section DF, responsable des réseaux d'évasion ;

La section EU/P (Europe-Pologne), en relation avec la communauté polonaise en France ;

- La section F (France) sous contrôle britannique (Colonel Maurice Buckmaster qui a géré 95 réseaux *Buck*). De Gaulle admettait difficilement cette appropriation en dehors de ses propres services ;
- La section RF sous le contrôle direct des Français Libres du Général de Gaulle. La plupart des agents étaient français ;
- Les équipes *Jedburgh*.

L'Office of Strategic Services (OSS)

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ne possèdent pas de véritable service de renseignement. Le *Secret Service* est destiné, comme il l'est encore de nos jours, à la protection des principaux dirigeants américains. Aussi, en juillet 1940, le président Franklin Delano Roosevelt charge-t-il un juriste, William Joseph Donovan, officier supérieur durant la Première Guerre mondiale, d'une expertise sur la création d'un tel organisme. Après un voyage d'étude au Royaume-Uni, un autre en Méditerranée et une analyse des services allemands, W. Donovan rend son rapport préliminaire.

Le 25 juin 1941, ce rapport débouche sur la création de l'*Office of Coordination of Information (COI)* dont, logiquement, W. Donovan devient le directeur le 11 juillet, non sans conflit avec les autres institutions, notamment le FBI et le *Joint Chiefs of Staff (JCS, Comité des chefs d'état-major)*. En effet, le COI possède un service, le *Foreign Information Service (FIS)* qui centralise les missions de propagande « blanches » (*i.e.* officielles), particulièrement les émissions radiophoniques, et « noires » (clandestines). La création de l'*Office of War Information (OWI)* avec la partie « blanche » du COI aboutit à celle de l'*Office of Strategic Services (OSS)*.

Créé par un décret du 13 juin 1942 signé par Franklin Roosevelt, président des États-Unis, l'OSS est confié à William J. Donovan, nanti du grade de général et nommé coordinateur de l'Office le 11 juillet 1942.

Service de renseignement pour le temps de guerre, prédécesseur de la *Central Intelligence Agency (CIA)*, l'OSS coopère avec les services britanniques, notamment le *SOE*, ainsi qu'avec le BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) de la France Libre, mais aide les réseaux non gaullistes, notamment ceux du général H. Giraud. À la mi-1944, l'*Office* finit par reconnaître de Gaulle comme le seul dirigeant politique de la France Libre.

L'OSS propose aux Mouvements Unis de Résistance (MUR) de bénéficier à la fois du financement accordé par la France Libre et de la mise en place de réseaux de passage de France en Suisse en échange de la primauté des renseignements recueillis. Jean Moulin, président du CNR, s'oppose à cette opération, ce qui aura pour conséquence de faire naître ultérieurement « l'Affaire Suisse ». L'initiative de l'établissement d'une « représentation » des MUR en Suisse revint à Henri Frenay, dont les rapports avec le représentant de De Gaulle dans la France occupée, Jean Moulin, sont souvent difficiles. Le but d'Henri Frenay, au nom des MUR, est double : d'une part, obtenir directement des subsides des services américains installés en Suisse, d'autre part, se libérer de la tutelle jugée trop pesante de Jean Moulin. Philippe Monod, Pierre Bénouville, le général Davet sont, aux coté de Henri Frenay, les principaux protagonistes de l'« Affaire » et forment ce qu'il est convenu d'appeler la Délégation des MUR en Suisse. Cette relative autonomie devait cesser à l'approche de la Libération, de la militarisation de la Résistance par la constitution des FFI (décembre 1943) et de la création d'un état-major dirigé par le général Koenig (avril 1944). La Délégation continua d'exister, mais sous la direction plus effective du BCRA.

En 1943-1944, l'OSS et le SOE créent les « *Jedburgh* », équipes interalliées de trois hommes (Anglais et/ou Américain avec au moins un Français), parachutées en uniforme à partir du 6 juin 1944 pour appuyer les maquis, les armer, les instruire, coordonner leurs actions et les encadrer au combat).

Au Vercors se trouvent : Gaston Vincent (*commandant Azur*), recruté par Frédéric Brosse de l'OSS, et Pierre Bouquet (*Mississippi*). L'équipe comprend un agent français de l'OSS. Ils travaillent en liaison avec le BCRA d'Alger. Ils sont à l'origine du parachutage du 13 novembre 1943 à Darbounouze. Repérés par la radiogoniométrie allemande au point d'émission dans la maison Trapier, ils parviennent à s'enfuir. Gaston Vincent est gravement blessé ; il décédera à l'hôpital de Saint-Martin le 25 juin.

Après avoir quitté le Vercors pour reprendre ses activités en plaine, il y retourne à nouveau. Pierre Bouquet (*Mississippi*), grièvement blessé par les Allemands lors de leur raid à Saint-Martin, fut récupéré par ses camarades et transféré à la clinique du docteur Eynard à Bourg-de-Péage. Il reprendra ses activités pour le compte de l'OSS à la fin décembre 1943.
